

# **Conférence internationale sur l'investissement Tunisia 2020 : entre « révolution du jasmin » et « Tunisia is back ! »**

samedi 10 décembre 2016, par [ROBERT Diane](#) (Date de rédaction antérieure : 6 décembre 2016).

## Sommaire

- [La promotion d'une « destinati](#)
- [« L'exemple égyptien » a \(...\)](#)
- [« Kaddech lammadna » ? On a](#)
- [Quelle restauration ?](#)
- [La conférence Tunisia 2020](#)

Huit heures, mardi 29 novembre, c'est l'ouverture de Tunisia 2020, la Conférence internationale sur l'investissement.

Autour d'un Palais des Congrès orné de guirlandes de petits drapeaux, un attirail sécuritaire conséquent est déployé. Aux policiers en uniforme, en cagoule ou en civil, à leurs voitures, fourgons et blindés, s'ajoute le vrombissement d'un hélicoptère qui survole le quartier.

La circulation est perturbée et les automobilistes excédés klaxonnent sans discontinuer. Les piétons, eux aussi, sont sommés de faire un détour. Histoire de ne pas s'encombrer de trouble-fêtes, l'entrée est réservée aux détenteurs de badges et d'invitations, et Nawaat, malgré ses demandes, ne compte pas parmi les heureux élus.

Le défilé de 4x4 et de berlines luisantes peut alors commencer. En sortent, par poignées, des hommes en abaya ou en costume cravate, bombant le torse, et quelques femmes en tailleur pantalon ou jupe fendue qui s'efforcent de ne pas trébucher sur leurs talons aiguilles.

Quelques instants plus tard, on leur distribuera des sacs plastiques avec poignées en corde, à l'effigie de la conférence, et ils donneront l'impression d'être des clients friqués venus faire leurs emplettes pendant les soldes. La réalité n'est peut-être pas si éloignée...

## **La promotion d'une « destination offshore de prédilection**

Tunisia 2020 est une opération marketing. Le site officiel de la Conférence fait la promotion du pays pour les investisseurs, en mobilisant classements et alignements de chiffres. Les premiers paragraphes dressent un tableau censé attirer les investisseurs : une « économie compétitive », une « ouverture à l'international » - comprendre en fait que la Tunisie a signé de multiples accords de libre-échange, un « capital humain » particulièrement intéressant - de nombreux jeunes diplômés qui parlent de multiples langues étrangères, aptes à accepter de maigres salaires.

Le petit détour historique et culturel qui suit reprend la ritournelle de l'exception tunisienne : un « berceau de civilisations » qui ont « façonné la personnalité » du peuple, un « pays pacifique qui

n'a jamais connu de guerres depuis les guerres puniques », une « révolution du Jasmin », « pacifique » et « exemplaire dans le monde arabe », une nouvelle Constitution qui « réunit tous les ingrédients pour être la colombe de la liberté du monde arabo-musulman et faire figure de laboratoire d'excellence pour une transition démocratique ».

Pour finir, la Tunisie est « une destination favorable aux IDE » (Investissements directs à l'étranger).

Le paragraphe final nous rappelle que les entreprises étrangères ont pu venir s'y installer depuis les années 1970, et y bénéficier « d'avantages attractifs ». Sa loi sur les Partenariats public privé (PPP), sa loi bancaire, son dispositif d'incitations fiscales, sa nouvelle loi sur l'investissement datant du 30 septembre 2016, et l'Accord de libre-échange complet et approfondi en cours de négociation avec l'Union européenne, doivent séduire les investisseurs. L'idée dominante selon laquelle les Investissements directs à l'étranger (IDE) constitueraient un remède miracle pour apporter le développement, la croissance « durable » et « inclusive », est pourtant fortement contestée.

Les entreprises étrangères, qui viennent chercher les exonérations de taxes et une main d'œuvre relativement bien formée et bon marché, ne voient pas forcément un grand intérêt à investir dans « le développement des régions marginalisées » ni dans les « transferts de technologies ». En clair, la recherche des IDE ne constitue pas une politique économique satisfaisante pour la Tunisie d'aujourd'hui et les défis auxquels elle fait face.

### **« L'exemple égyptien » a inspiré la conférence Tunisia 2020**

C'est le consortium composé de la banque d'affaires française Arjil & Associés, à laquelle est associé Dominique Strauss-Kahn malgré ses démêlés avec la justice, du bureau d'études tunisien COMETE Engineering et du groupe de médias et d'événementiel Jeune Afrique Events qui avait remporté, dans de troubles circonstances, l'appel d'offre de l'organisation de la conférence en mai dernier.

Dans son dossier du 16 novembre, plutôt complaisant, consacré à l'événement, Jeune Afrique mentionne « l'exemple égyptien ». La « réussite de la conférence de Charm el-Cheikh, qui [a] rapporté des milliards de dollars à l'Égypte », alliée à des réformes « radicales, efficaces à défaut d'être populaires » visant à « améliorer le climat des affaires et attirer les investisseurs », aurait inspiré l'idée de la conférence Tunisia 2020.

Sauf que les investissements dans les mégaprojets ramassés lors de la conférence - doublement du canal de Suez, projets énergétiques avec revenus garantis par l'Etat pour les investisseurs - ne profitent visiblement pas aux millions de jeunes chômeurs et de foyers égyptiens pour qui, suite aux « réformes courageuses », même le sucre est devenu un produit de luxe, mais à une élite déjà bien intégrée dans les réseaux financiers internationaux.

En somme, la conférence Charm el-Cheikh a entériné l'alliance du néolibéralisme et de la répression sociale brutale du « modèle égyptien ». Est-ce le modèle que l'on souhaite calquer en Tunisie ?

Pour attirer les investisseurs à la conférence, Fadhel Abdelkefi, ministre du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale, a effectué une tournée à l'étranger durant l'automne, en mettant en avant la « réussite » nobélisée de la transition démocratique, en mettant en garde contre le péril djihadiste. « La Tunisie n'a pas besoin de dons mais d'investissements », plaide-t-il. « Avant 2011, les finances publiques étaient aux normes « maastrichtiennes », et le pays, pratiquement en excédent budgétaire.

Depuis, à la décharge des gouvernements qui se sont succédé, il aurait été difficile de faire autrement [que de s'endetter pour augmenter le budget de l'État] compte tenu du contexte et des tensions post-révolutionnaires. »

La raison d'être de la conférence est donc de « restaurer » l'image du pays auprès des investisseurs privés et « d'apaiser le climat des affaires ». « Tunisia is back ! », s'est ainsi exclamé le chef du gouvernement Youssef Chahed dans son discours du mardi après-midi, en affirmant aussi que la conférence marque le début d'un « processus de transition économique » qui doit « garantir la prospérité à tous les Tunisiens ».

Le défi est néanmoins de taille : à la veille de la conférence, l'Institut arabe des chefs d'entreprise (IACE) publiait son Rapport sur l'attractivité régionale 2016, faisant état d'un climat des affaires globalement peu satisfaisant, avec d'importantes disparités régionales...

## **« Kaddech lammadna » ? On a récolté combien ?**

La plupart des médias s'accordent à présenter la conférence comme un succès : « fierté et optimisme », « soulagement profond, satisfaction du devoir accompli »... Leurs louanges de la conférence se mêlent à des envolées patriotiques. Ils exaltent l'ampleur de l'événement : 4 500 participants, dont 1 500 partenaires économiques présents lors de la conférence.

Néanmoins, dans la liste d'invités du secteur privé, que Nawaat s'est procurée, qui compte 632 personnes, pas moins de 383 sont Tunisiens (60%), 81 viennent de France (13%), 19 d'Italie, 18 du Maroc, 16 d'Algérie, etc. Ce qui fait relativiser la dimension internationale de la présence des investisseurs.

Mais le chiffre le plus glorifié reste le total des promesses d'investissement faites à la Tunisie par les Etats et organisations internationales : 34 milliards de dinars au total, pour lesquels les bilans omettent de mentionner

- qu'il s'agit pour l'essentiel de prêts qu'il faudra rembourser,
- que beaucoup étaient planifiés bien avant la conférence
- et que, pour la plupart, il ne s'agit que de « promesses » et d'annonces.

Quoiqu'il en soit, c'est sur cette course à la levée de fonds – Kaddech lammadna ? [ combien avons-nous récolté ? ], frémit la présentatrice de la chaîne Wataniya 1 – que s'est rapidement focalisée l'attention, éclipsant le sort des 146 projets proposés aux investisseurs et les potentielles retombées de la conférence sur le paysage de l'emploi, les régions marginalisées, les inégalités sociales, etc.

## **Quelle restauration ?**

La « fierté » n'était pas à l'ordre du jour pour tout le monde et la conférence Tunisia 2020 ne s'est pas déroulée sans contestation.

Dans un communiqué, le Collectif de CitoyenNEs TunisienNEs pour la souveraineté nationale s'est insurgé contre la « grande braderie de projets vestiges de l'époque de Ben Ali, remis au goût du jour sans honte cinq ans après la Révolution ». « Avons-nous encore besoin de preuves de l'inefficacité des politiques des bons élèves du FMI ? », s'interroge-t-il. « Dans un pays ravagé par le clientélisme, la corruption et les crimes économiques de tous genres, le gouvernement appelle les capitaux du monde à investir dans tous les secteurs stratégiques et sensibles : des ressources naturelles aux télécommunications en passant par l'agriculture et l'eau. »

Des manifestations ont eu lieu les deux jours que durait la conférence : l

- Les discriminés politiques, dont les demandes ne trouvent toujours pas satisfaction malgré les promesses, se sont rassemblés avenue Bourguiba dans la journée du mardi.

- Le lendemain, le cortège du collectif Manich Msamah vers la conférence a été entravé. Le collectif reproche à Tunisia 2020 de « blanchir les corrompus » et de consacrer « l'injustice sociale, les disparités régionales, la détérioration des services publics et la perte de notre souveraineté ». Durant les deux jours, les forces sécuritaires n'ont pas lésiné sur la répression, les agressions, et les arrestations.

### **La conférence Tunisia 2020 soulève des interrogations.**

- En quoi consiste exactement la « restauration », le « retour » auxquels appelle cette élite économique, si prompt à « tourner la page du passé » pour mieux oublier les exactions commises par le système de Ben Ali et liquider le processus de justice transitionnelle ?
- La démocratie est-elle uniquement un argument promotionnel, une caution de bonne conscience pour investisseurs avides de profits juteux ?
- Ne devrait-elle pas supposer le débat public autour de la politique économique du pays, au-delà des recettes néolibérales et des consignes des institutions financières internationales ?

De toute évidence, si les organisateurs de la conférence se réfèrent à l'envie à la « révolution du jasmin », les inégalités économiques et sociales, que celle-ci a mises en évidence et qui persistent encore, ne seront pas résorbées suite à la conférence.

---

#### **P.-S.**

Publié en Tunisie sur le blog Nawaat

<http://nawaat.org/portail/2016/12/06/tunisia-2020-entre-revolution-du-jasmin-et-tunisia-is-back/>

---

De nombreux documents sur la Tunisie sont disponibles sur le site ESSF, et notamment aux adresses suivantes :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique130>

A gauche <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique1029>

Syndicalisme <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique1337>

Femmes <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique985>

Histoire <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique1027>

Economie <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique1026>

Islamisme <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique1088>